

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

5 centimes — PARIS ET DÉPARTEMENTS — 5 centimes

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e)

Téléph. CENTRAL 80-63

Pour la Publicité s'adresser à la Direction

14, rue Drouot, Paris (9^e)

DIRECTION & PUBLICITÉ

14, rue Drouot (Paris 9^e)

Téléph. CENTRAL 69-70

Abonnements: Paris 20 fr.; Départements 24 fr.; Étranger 32 fr.
Les abonnements pour 6 mois sont reçus

DIRECTEUR

Miguel ALMEREYDA

La Situation Ministérielle

De M. Viviani à M. Briand

Le Parti Radical invite le Gouvernement à quitter le pouvoir

Le cabinet Viviani a vécu. C'est un fait. En annonçant sa mise en bière, je ne fais que devancer de quelques heures la lettre de faire-part officielle. A tout prendre, il vaut mieux qu'il en soit ainsi.

L'air que respirait le cabinet dans les couloirs du Parlement et dans les commissions était un air trop chargé pour que les poumons ministériels fonctionnassent normalement.

Tous les replâtrages du monde n'auraient rien changé à la situation. Reste à trouver les successeurs. Peut-on dire que l'opinion se moque des personnalités qui seront appelées à prendre la place des défunts ?

Ce que veut l'opinion, ce n'est pas tel ou tel ministre. C'est un gouvernement. Ce que l'opinion veut, ce sont des hommes, ce sont des chefs.

Ce que la France attend c'est le gouvernement qui donnera aux admirables armées que la République a créées l'impulsion, l'élan, au bout desquels il y a la victoire.

Ce que la France attend, c'est un gouvernement qui sache parler mais qui sache aussi agir.

On ne demande pas à nos parlementaires d'être des aigles. On leur demande seulement de s'élever au-dessus des volatiles de basse-cour.

Miguel ALMEREYDA

« Le gouvernement se présentera au complet demain devant la Chambre », telle est la déclaration de M. Viviani, président du Conseil, à divers membres du Parlement venus l'entretenir de la situation.

Malgré cette assertion, les bruits de démission continuent à circuler.

D'aucuns affirment que le ministre Viviani serait aujourd'hui démissionnaire et remplacé immédiatement par un Cabinet présidé par M. Aristide Briand, dans lequel seraient maintenus qu'un petit nombre des ministres actuels.

En tout cas, le groupe du Parti Radical, après un examen approfondi de la situation et un vif débat, s'est rallié à la proposition de M. J. Cels, invitant le gouvernement à quitter le pouvoir.

Si le gouvernement de M. Viviani se représentait devant la Chambre, M. Franklin-Bouillon et M. Bokanowski l'interpelleront.

Le Roi d'Angleterre aux troupes françaises

27 octobre 1915. Le Commandant en chef est heureux de transmettre aux armées l'ordre du jour que Sa Majesté le Roi d'Angleterre a bien voulu leur adresser à l'issue de sa visite sur le front français.

« Soldats de France ! Je suis bien heureux d'avoir pu réaliser un désir qui me tenait au cœur depuis bien longtemps et de vous exprimer ma profonde admiration pour vos héroïques exploits, pour votre élan ainsi que pour votre ténacité et ces magnifiques vertus militaires qui sont le fier héritage de l'armée française.

« Sous la direction brillante de votre éminent Général en chef et de ses collaborateurs distingués, Officiers, Sous-Officiers et Soldats, vous avez bien mérité de votre chère Patrie, qui vous sera éternellement reconnaissante de vos vaillants efforts pour la sauvegarde et la défense.

« Mes armées sont bien fières de se battre à côté de vous et de vous avoir comme camarades. Puissent les Heurs qui nous unissent subsister et nos deux pays rester toujours intimement liés !

« Soldats ! acceptez mes salutations les plus cordiales et les plus sincères. Je ne doute pas que vous ne mettiez cette nuit la gigantesque à une fin victorieuse, et je tiens, au nom de mes Soldats et de mon Pays, à vous exprimer mes chaleureuses félicitations et mes meilleurs souhaits.

« Le Président de la République qui accompagnait le Roi d'Angleterre pendant son voyage, joint ses félicitations personnelles à celles qui sont adressées par Sa Majesté.

Dans Paris

UN ACCIDENT

Hier dans la nuit, M. Edouard Desplanques, 79, rue des Archives, est renversé par un autobus, boulevard Beaumarchais. Il a été transporté à l'hôpital St-Anoine avec de multiples contusions à la tête.

Le Cabinet de Demain ?

Voici, suivant certaines informations qu'on peut considérer comme très sûres le cabinet qui serait en formation :

Présidence du Conseil et Affaires étrangères : Aristide BRIAND

Guerre : Général GALLIENI

Marine : Amiral LACAZE

Justice : René VIVIANI

Finances : A. RIBOT

Intérieur : L. MALVY

Agriculture : CLEMENTEL

Commerce : KLOTZ

Travaux publics : M. SEMBAT

Instruction publique : Emile COMBES

Colonies : Gaston DOUMERGUE

Travail : BIENVENU-MARTIN

Ministres sans portefeuilles : Jules GUESDE — Denys COCHIN

Les sous-secrétaires d'Etat à l'Intérieur, aux Affaires étrangères et aux Beaux-Arts sont supprimés.

Les sous-secrétaires d'Etat à la Guerre et à la Marine marchande restent pourvus de leurs titulaires actuels.

Feuilles Jaunes...

Avec la brume sornoise, le bronillard qui épaissit sur la cité son voile discret et les premiers froids annonciateurs de l'hiver, on voit tourbillonner les feuilles jaunes.

Ridées, flétries et racroquevillées, se brisant avec un bruit sec sous les pas des passants, elles expriment toute la tristesse et toute la mélancolie des jours d'automne.

Il est d'autres feuilles plus lugubres encore. Ce sont celles que M. le Percepteur, rival de la Nature, fait tomber sur les contribuables. M. le Percepteur ignore la loi — et la guerre. En dépit des déclarations prononcées par M. Ribot à la tribune du Parlement, M. le Percepteur adresse ses feuilles jaunes aux mobilisés.

Un brave sergent nous a envoyé la sommation avec frais qu'il a reçue. M. le Percepteur lui réclame 87 francs 53 centimes. La somme est un peu forte, et la plaisanterie aussi. Malgré l'augmentation de la solde, nos sous-officiers ne touchent que 0 fr. 72. Seraient-ils obligés de consacrer la solde du tiers d'une année au paiement de leurs contributions ?

D'autres feuilles jaunes ont été envoyées jusque sur le front. M. le Percepteur est sans pitié. Si les poilus ne payent pas dans les trois jours, ils seront exposés, selon la formule, à des poursuites par voie de commandement.

Les poilus ont gardé le sourire. Ils ne demandent pas mieux que de payer. Ils n'exigent qu'une condition — oh ! une toute petite condition de bien minime importance : c'est que M. le Percepteur vienne toucher lui-même ses contributions dans le petit bois de X..., près de V..., où les balles prussiennes ont maculé de petites taches rouges les feuilles jaunes.

Léo Poldès.

L'EFFORT SERBE

La situation actuelle de la Serbie est telle qu'il vaut mieux ne pas risquer de conjectures.

La situation militaire reste, dans son ensemble, peu différente de ce que nous l'avons décrite ces jours derniers. La résistance de la vaillante armée du roi Pierre se prolonge héroïquement dans un acharnement désespéré. La jonction entre l'aile gauche allemande et l'aile droite bulgare ne s'est pas encore effectuée bien que la distance à franchir se soit quelque peu réduite.

Malgré les derniers succès bulgares, à Uscub, la partie peut n'être pas encore perdue pour la Serbie si des interventions étrangères se produisent en temps opportun.

On est en droit de les supposer prochaines, mais se déclarent-elles avant l'écrasement de la Serbie ?

Il est incontestable que l'irruption des forces roumaines ou russes au nord-est de la Serbie, opérant entre l'aile gauche allemande et la droite bulgare ferait l'effet d'un coin et rendrait définitivement illusoire toute tentative de jonction entre les sinistres alliés.

Ce serait du même coup l'échec définitif du plan des Austro-Allemands et l'isolement irrémédiable de la Turquie.

Il est également incontestable que les armées de secours franco-anglaises ne tarderont pas à porter à Sofia, par la vallée de la Strouma, un choc justement mérité.

Le conflit balkanique peut être encore limité dans ses conséquences comme dans son étendue. La solution tient à un « peut-être » qui s'obstine à demeurer dans le rang des probabilités. C'est pour cette raison qu'il vaut mieux ne pas hasarder de conjectures. Le plus sage est de vivre chaque jour avec ce qu'il nous est donné de comprendre, quitte à envisager l'avenir avec la sérénité de l'ignorance.

R. Lecointre-Patit.

M. Pachitch adresse un suprême appel à l'Angleterre

Londres, 27 octobre. — Un publiciste anglais a reçu de M. Pachitch le télégramme suivant, qui est reproduit par les principaux journaux anglais :

« La Serbie, condamnée à mort par les Austro-Allemands et les Bulgares fait des efforts suprêmes pour défendre son existence. Pendant vingt jours, nos ennemis communs ont tenté de nous anéantir. Malgré l'héroïsme de nos soldats, on ne peut s'attendre à ce que notre résistance se prolonge indéfiniment. Nous prions nos amis d'Angleterre de faire tout leur possible pour que les troupes britanniques arrivent jusqu'à nous, afin que nous puissions ensemble défendre la cause commune, qui est si gravement menacée.

L'œuvre des Alliés De nouveaux renforts sont partis

Rome, 26 octobre. — On déclare ici que la Quadruple-Entente a décidé d'envoyer

« Le Torchon d'hier traitant des affaires de la Maison de France paqueux lamentablement dans le nom des dates, se « trompant de prénom comme il se trompe de temps. »

« Nous ne rectifions pas ces méprises. On imagine alors l'embrouillamini grotesque qui résulte de cette méthode. »

« C'est en ces termes que le sieur « Intérim » rend compte aux lecteurs de l'Action Française du fillet que le Bonnet Rouge consacrait à Ferdinand et à ses cousins, les « Orléans. »

« Intérim » est le pseudonyme derrière lequel Maurras se cache pour faire son propre éloges.

Or, dans ce fillet, il n'y pas une date. Il n'y a qu'un prénom : c'est Philippe, prénom du Roi de l'Action Française.

Quand donc Intérim-Maurras dit que nous palangeons et que nous nous trompons, il ment.

Et s'il ne rectifie pas nos « méprises », ce n'est point par dédain : c'est parce qu'il a « méprisés », d'erreurs, il n'y en a pas l'ombre.

Mais qu'importe ? Les lecteurs de l'Action Française ne risquent pas de découvrir le subterfuge : « le Torchon » ? ils ne savent pas ce que c'est que le « Torchon. »

Une Lettre de Védrières

Le vaillant aviateur méprise ses calomniateurs et « travaille » pour la Patrie

A la suite de l'article qu'il écrivit, il y a quelques jours, au sujet de la citation à l'ordre du jour de Védrières, notre collaborateur A. Bontemps a reçu la lettre suivante du courageux et modeste héros :

« Cher monsieur Bontemps, Je n'ai pas le plaisir de vous connaître. Croyez que je vous remercie très fort pour votre article du 23 courant.

« Merci surtout pour l'honneur de mes quatre enfants.

« Pour l'amour de mon pays, des miens, j'ai toujours su faire mon devoir. Je le fais comme les autres et je saurai toujours le faire comme on voudra et quand on voudra.

« Soyez certain que ceux qui se plaisent à me salir n'ont jamais vu le danger, car ici je suis aimé et avec les miens nous travaillons à qui mieux mieux.

J. VÉDRIÈRES.

dans les Balkans des contingents nouveaux et importants, afin de venir en aide à la Serbie. En même temps, une armée russe doit être concentrée en Bessarabie.

L'occupation d'Uscub n'a causé ici aucune inquiétude, car, dès que les armées anglo-françaises et russes entreront en action, elles constitueront une très sérieuse menace pour la Bulgarie, qui se verra contrainte d'évacuer la Macédoine.

Des troupes britanniques débarquent à Salonique

Genève, 26 octobre. — La Gazette de Voss apprend de Salonique que de nouvelles troupes anglaises ont débarqué ; elles sont vêtues d'uniformes complètement neufs et campent à un autre endroit que celui où se trouvent les Français.

Le chemin de fer de Dédéagatch bombardé

Londres, 27 octobre. — On télégraphie d'Athènes au « Morning Post », à la date de mardi :

« Malgré les dégâts sérieux causés par le bombardement du chemin de fer de Dédéagatch, les communications par voie ferrée entre la Grèce, la Bulgarie et la Turquie ne sont pas interrompues, la ligne reliant Derbas à Feridj restant intacte. »

Les Alliés auraient débarqué à Dédéagatch... (?)

Nous reproduisons, en formulant les plus expresses réserves, l'information suivante émise à Athènes.

Nous croyons d'autant plus devoir réserver notre opinion qu'une semblable opération, outre qu'elle présente de très sérieuses difficultés, ne paraît être justifiée par aucune raison militaire.

Rome, 24 octobre. — On annonce d'Athènes que le bombardement de Dédéagatch et de Porto-Lagos par les flottes alliées s'est poursuivi hier et que le débarquement de troupes a commencé aujourd'hui.

Dédéagatch est défendu par une garnison turque. Le chemin de fer de Salonique à Andrinople aurait, dit-on, été coupé.

Les Turcs à Dédéagatch

Zurich, 27 octobre. — D'après la Gazette de Francfort, dix mille soldats turcs viennent d'arriver à Dédéagatch en prévision d'un débarquement de troupes françaises.

A propos de la Roumanie

La volonté du peuple

Genève, 26 octobre. — De la Tribune de Genève :

« A l'issue d'un meeting qui a eu lieu le 24 octobre à Bucarest, les manifestants se sont dirigés vers l'Université, où les étudiants ont manifesté en faveur des Alliés et ont crié : « Vive Take Joneco ! » Quelques groupes sont allés jusqu'à la demeure de M. Brătianu où il sont conspués l'Allemagne et l'Autriche.

De nombreux incidents se sont produits entre intellectuels et des hommes politiques très haut placés.

A Jassy, des scènes analogues ont eu lieu.

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

TROIS HEURES

Au sud de Loos, nous avons repoussé et dispersé par notre feu de fortes patrouilles ennemies.

En Champagne, au cours de la nuit, les Allemands ont tenté une nouvelle attaque contre nos tranchées de la « Courline ».

Cette attaque immédiatement enrayée par les tirs de notre infanterie et de nos mitrailleuses a complètement échoué. Nuit calme sur le reste du front.

Une crise ministérielle grecque

Elle serait probable

Londres, 27 octobre. — On mande d'Athènes au « Daily News » :

« La prochaine visite du roi à Salonique est très décevante pour le cabinet. Une crise ministérielle est considérée comme probable, mais pas imminente, car on s'efforce de persuader au roi d'abandonner l'idée de sa visite.

« La reine a également fait des tentatives dans ce sens, sous prétexte que la vie du roi pourrait être en danger à Salonique. Cependant, le roi Constantin est déterminé à maintenir sa volonté, et il déclare que sa place est à la tête de ses armées, afin de défendre l'intégrité du territoire grec, si cette défense devient nécessaire.

Bourse de Paris

Toujours calme, le marché est quelque peu irrégulier, avec un nuage de faiblesse dans son ensemble ; la Rente perd quelques centimes et des réalisations pèsent sur le groupe des valeurs pétrolières ; un rescandole le chemin espagnol poursuivant leur mouvement de hausse et les porphyriques américaines sont recherchés.

Fonds d'Etats : Français 3 0/0, 66,20 ; 3 1/2 0/0, 91,50 ; Russe 1891, 59,60 ; 1906, 87,90 ; Extérieure, 86,95. — Turc, 60.

Actions diverses : Crédit Lyonnais, 975 ; Nord de l'Espagne, 385 ; Saragosse, 382 ; Métro, 406 ; Monaco, 2.240 ; 115, 455 ; Malacca, 103,50 ; Caoutchouc, 84 ; Brinsud, 490, 276 ; Hartmann, 390 ; Maloff, 440 ; Toulou, 1.160 ; Délégrévienne, 2.025.

Balanceurs miniers : Bruay, 1.400 ; — Bâton, 1.140 ; — Lianosoff, 288 ; — Colombia, 819 ; — Spiess, 16,25 ; — Grosny-priv., 1,225 ; — Rio, 4,485 ; — Boléo, 580 ; — Tharsis, 339 ; —

Les crimes de la Bureaucratie

Des Français qu'il faut reconnaître

La situation morale et légale faite à l'heure actuelle en France à nos amis Alsaciens-Lorrains, situation que j'ai signalée dans le Bonnet Rouge, en même temps que M. Helmer, dans le Matin, mérite plus que jamais de retenir l'attention de l'opinion et des gouvernements.

Une nouvelle décision de justice vient en effet, aussi brutalement que les précédentes manifestations judiciaires, de montrer l'urgence qu'il y a à réagir contre un état d'esprit profondément blessant pour nos compatriotes d'Alsace-Lorraine et singulièrement dangereux pour notre action de réassimilation des « Pays annexés ».

Cette fois, c'est la 5^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris qui proclame que les Alsaciens-Lorrains, auxquels les autorités ont remis la carte de séjour tricolore — reconnaissant par là même la pureté et la sincérité de leurs sentiments pour la France — n'ont pas le droit de réclamer le moratorium.

C'est lire qu'on refuse à ces « frères séparés » de la mère-patrie par la loi brutale du vainqueur, des avantages qu'on a non seulement accordés à tous les Français, à tous les Alliés, mais même à des nationaux de pays neutres ! C'est tout simplement monstrueux.

Moins outrageant que la décision de ce phénoménal juge de paix de banlieue qui autorise des imbéciles malfaisants à traiter de « Boches » ces Français qui ont d'autant plus de mérite à l'être demeuré — qu'à la différence de la plupart de leurs compatriotes, ils ont dû pour cela supporter de cruelles épreuves — l'arrêt des magistrats de la 5^e Chambre de la Cour s'inspire du même état d'esprit. Car il s'agit d'anciens Français victimes du traité de Francfort, dont la séparation de la mère-patrie, ratifiée par les réactionnaires de l'Assemblée du jour de malheur, n'a jamais en d'autre sanction que la conquête brutale fétide décembre 1870, devant le Reichstag allemand lui-même, par les voix éloquentes de Liebknecht et de Bebel. La seule faute des Alsaciens-Lorrains auxquels on prétend aujourd'hui opposer leur « situation légale », c'est d'avoir été contraints de subir cette violation de leurs droits imprescriptibles que flétrissaient ces socialistes allemands et contre laquelle s'était élevée l'immortelle protestation des députés de l'Alsace-Lorraine au Parlement de Bordeaux, le 17 février 1871.

« Nous proclamons à jamais inviolables les droits des Alsaciens et des Lorrains de rester membres de la nation française et nous jurons tant pour nous que pour nos commentants, nos enfants et leurs descendants, de le revendiquer éternellement et par toutes voies envers et contre tous usurpateurs. » Voilà ce que les 35 députés de l'Alsace-Lorraine proclamaient en une minute solennelle — voilà ce qu'il n'appartient pas, surtout dans le moment présent, à des magistrats ou à des fonctionnaires français d'oublier.

Et c'est ce qui explique l'ordre du jour voté par l'Association des Originaires du Haut-Rhin demandant « qu'un statut spécial soit donné aux Alsaciens-Lorrains afin qu'ils puissent être juridiquement assimilés à des citoyens français ».

Il est grand temps d'agir. Les vexations et les iniquités dont nombre d'Alsaciens-Lorrains sont couramment victimes, les manifestations de l'imbécile « bocho-phobie » dont ils sont trop souvent l'objet, nécessitent des mesures urgentes et surtout une modification radicale de la mentalité de nombre de magistrats et de hauts fonctionnaires.

En même temps le problème se complique de la main-mise du parti clérical, l'abbé Wetterlé en tête, sur toutes les œuvres alsaciennes-lorraines. Ce parti a cependant joué dans la germanisation de l'Alsace, un rôle assez néfaste pour rappeler ceux de ses membres qui ont embrassé le parti de la France, à plus de tolérance, de modération et d'élémentaire équité à l'égard de leurs compatriotes radicaux et socialistes. Faut-il rappeler que le chef du parti clérical, le président du Landtag d'Alsace-Lorraine, M. Ricklin, a été l'homme-lige du kaiser et que tel de ses notaires lieutenants, l'abbé Delsor, la grande « victime » du petit père Combes, n'a pas hésité à déclarer que M. Wetterlé « avait déshonoré sa soutane en se rangeant du côté de la France ? »

Or, nous voyons à l'heure actuelle ceux des amis de Ricklin, qui ont passé la frontière, ou qui se trouvent dans l'Alsace reconquise, bénéficier de toute la confiance et des faveurs de l'administration, tandis que des personnalités de la bourgeoisie républicaine d'Alsace-Lor-

raine, dont le seul tort était d'avoir combattu le parti clérical, se sont vu l'objet des mesures les plus vexatoires.

Faut-il citer le cas de ce président du conseil d'administration du Journal d'Alsace-Lorraine, le courageux organe strasbourgeois du particularisme alsacien, dirigé par Léon Boll, dont une partie des biens ont été séquestrés, on ce maire d'une cité de la Haute-Alsace, au quel on a refusé un permis de séjour et qui dut partir en pleurant pour la Suisse en s'écriant : « Non, la France n'est pas généreuse ! »

Ainsi que me l'écrivit un ami : « on n'a pas idée de la répression profonde que profissent dans les milieux alsaciens ces avanies accumulées. »

La France qui veut retrouver l'Alsace par la voté enthousiaste et clairement exprimée de ses frères séparés de la mère-patrie saura mettre un terme à ces fautes politiques stupides et à ces fautes politiques détestables.

Jean LONGUET.

Député de la Seine

Il faut bien rire...

Maurras a composé un ministère à son goût.

« Non pas un cabinet pour le Roi Philippe, — mais pour tout de suite, Raymond Poincaré étant président de la République et René Viviani restant président du conseil.

Maurras enlève la Justice à M. Aristide Briand, pour la donner au procureur d'Aix-en-Provence, M. Delrieu. Sans doute ce magistrat de Provence a-t-il des histoires sur la jeunesse de Maurras et Maurras en lui offrant un portefeuille — dont il ne dispose d'ailleurs aucunement, — espère-t-il se le concilier.

Les autres attributions sont sans aucun intérêt — sauf celle du ministère de l'Intérieur.

Tel, nous sommes en pleine bouffonnerie, Maurras écrit :

« Reste l'Intérieur. A qui l'Intérieur ? Il ne s'agit plus de faire des élections. Le répète qu'il s'agit de déboucher la France. Dès lors, un nom est indiqué. Pourquoi M. le président de la République ne ferait-il pas appeler Léon Daudet ? L'auteur de l'Avant-Guerre et de Hors du Joug allemand n'a pas de main morte, ni par quatre chemins. Léon Daudet saura entraîner ses collègues à toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour la sauvegarde de la patrie et de la République. Les mauvais préfets seront changés, les bons avancés sur place et décorés. En quelques semaines, le pays peut être remis d'aplomb. Il ne s'agit que de savoir et de vouloir.

Quant à l'épineuse question de la presse, si Daudet veut me prendre pour chef de cabinet, avec pleins pouvoirs, dans cet ordre, je me charge de rendre la République non seulement légère, mais agréable pour tous les journaux que je ne supprimerais pas ; je ne vois guère à supprimer que le Gaulois, la Guerre sociale et l'Humanité, les grelots de l'Homme enchaîné étant laissés au bon public pour faire sa joie et pour permettre à l'Action française de reproduire tous les jours les tableaux qui démontrent que la période du maximum de malignité militaire et d'obscurité diplomatique se situe de 1906 à 1909, pendant le fatal ministère de M. Clemenceau. »

Et Maurras ajoute que l'Action française ne serait pas ministérielle qu'aujourd'hui...

« La Bataille »

C'est le 3 novembre prochain que paraîtra la Bataille, le nouveau quotidien ouvrier qui doit succéder à la Bataille Syndicaliste.

« Que sera ce journal ? Un organe du Syndicalisme dont l'action est et demeurera celle d'exprimer toute l'activité ouvrière ayant son origine dans l'atelier et l'usine, etc. ; d'interpréter les aspirations protestataires comme d'extérioriser les manifestations nées de notre agitation et de notre action.

« Les promoteurs y parviendront-ils ? Ils ne méconnaissent pas la difficulté de l'œuvre, la tâche ingrate que cette heure crée. Mais la difficulté ne saurait être un obstacle insurmontable. Et mieux vaut une besogne réduite, minime d'une transition — subie, non désirée — qu'un silence absolu et une inactivité totale.

« Leur souci est de marquer leur effort, si petit et si ingrat soit-il ! Car ils savent que cet effort — recouvert de celui d'hier — préparera celui de demain.

« C'est celui-là qui s'effraie à nous imposer, illimité. Le prolétariat comprendra-t-il alors ce que demain recèle de progrès et de réalisations. Mais demain comme hier il ne le devra qu'à son activité et à son effort.

« Après la guerre, nous assisterons à une recrudescence d'activité économique à laquelle devra correspondre une activité sociale... »

Ainsi présenté, le nouvel organe ouvrier français ne manquera pas de connaître vivement la faveur du public, qui sait qu'il y a à dire autre chose que les scandales sensationnels ou les chroniques semi-mondaines.

LA VIE DE PARIS

Vers le Village

Dans la même gare parisienne, péle-mêle pour la Bretagne ou la Normandie, on embarque les permissionnaires. Le triage se fera plus loin.

Parqués dans un enclos de barrières, ils attendent d'être dirigés par petits paquets vers le quai où le train sonne et s'élance.

Ils attendent avec patience : quinze mois ils ont espéré ce train de joie. Sur les banquettes à hue comme à dia, ils s'emparent de leurs livres, comme si déjà leur bouche, goulument, embrassait la mère, la femme ou la promise.

Le souvenir de la femme s'entoure et s'illumine de ce qu'ils vont retrouver au village : la terre, la huche, les miches aux jaunes luisantes, tout ce qui leur fut habituel et qui maintenant leur est amour.

La guerre leur apprend la tendresse. Dans les figures rondes de tous ces gars de campagne, cuites de vent et de pluie, les yeux bleus presque toujours, luisent de douce clarté.

Avec le public qui les considère attendri, les permissionnaires échangent des propos où s'éveille une gaieté qui voudrait du bruit, beaucoup de bruit, pour bien s'affirmer, les paroles sont perlées à manier avec gens des laborieux silencieux.

Une vigoureuse tape dans le dos en dit plus long qu'un long discours. L'évocation des soirées du village breton ou des jolies chaumières normandes, quand autour du permissionnaire on apprendra ce que c'est que la guerre, la vraie, où ils retourneront bientôt ; mais pour l'instant il ne faut pas leur en parler. Un permissionnaire mit à mal compris, se détournant, sursaute, la figure mauvaise, croyant qu'on le renvoie d'où il vient, puis, calmé, répète, allant vers le train.

Ah ! ben non, alors ; ah ! ben, non ; quatre jours de payse, c'est pas de trop !

Fanny Clar.

Une rue Miss-Cavell

Le Petit Parisien demande, ce matin qu'à une rue de la capitale soit donné le nom de Miss-Cavell.

Il écrit à ce sujet : La municipalité de Paris, le conseil général de la Seine, ont protesté par l'organe de leurs présidents respectifs, contre l'odieux assassinat de Miss-Cavell. C'est bien. Mais ce n'est pas assez.

Il est nécessaire de perpétuer, par un hommage public et durable, le souvenir de l'héroïne tombée pour la cause de l'humanité. Il faut perpétuer aussi le souvenir du crime dont elle fut victime.

Plus d'une des rues de Paris portent encore des noms de villes allemandes ou autrichiennes.

Ne conviendrait-il pas de donner immédiatement à l'une d'elles le nom de la noble martyre de la sauvegarde allemande ? Nous nous associons pleinement aux conclusions de notre confrère et souhaitons que sa suggestion reçoive en haut lieu l'accueil qu'elle mérite.

Les Serviteurs de l'Etranger C'étaient les mêmes en 93 qu'aujourd'hui

L'opinion du Père Duchêne

En 91, 92 et 93, on ne badinait pas avec les mouchards de colatins.

Et on avait raison ! Et c'est comme ça que nous devons agir aujourd'hui !

Car, sous la première Révolution, on faisait leur affaire à ces mauvais bougres de colatins.

Non parce qu'ils étaient des colatins. Les Révolutionnaires ne sont pas si bêtes que ça et ont les premiers proclamé la liberté de conscience.

Mais parce qu'ils espionnaient. Parce qu'ils s'entendaient avec les émigrés.

Et qu'ils leur envoyaient des renseignements sur la Cité, sur ce qu'on y faisait, sur les dispositions qu'on y prenait, sur l'attitude des patriotes, etc.

C'étaient de vrais espions de guerre. eux et leurs complices de nobles et de riches.

Et c'est pour cela qu'on leur faisait leur affaire !

Qu'est-ce qu'il y a à redire à ça ! Et c'est que ce n'est pas dans le droit commun ?

Est-ce que ce n'est pas la morale, la justice ordinaire, la coutume éternelle de toutes les nations ?

Connaissez-vous un pays où quand on pince des espions, on les décore et où on leur fasse des pensions ?

Le Père Duchêne, qui connaît bien des choses, n'a jamais entendu parler de ce pays-là de sa vie.

Eh bien ! citoyens de la Commune, si vous savez ce que vous avez à faire :

Les Planches

ÉCHOS

Cette scène s'est passée dimanche, en matinée, au Théâtre Antoine. Il est deux heures. Un personnage décoré, aux moustaches blanches, s'installe, très discrètement, au fond d'une avant-scène. Quelqu'un s'écrie :

Titlont est dans la salle ! Gros émoi dans les coulisses. La revue de Rip comporte la scène amusante du bersagliero joué par Clermont. On improvise, à la hâte, un « béguet » en l'honneur de l'ambassadeur. L'excellent régisseur Mousnier se souvenant de ses origines transalpines, distribue rapidement aux musiciens l'orchestration de l'hymne italien.

Mais au moment où, devant le public debout, résonnent les premières mesures, l'éternel pince-sans-rire de Prince lance cette angossante réflexion :

« Et vous sûrs, au moins, ce que c'est M. Titlont ? »

Il y eut un moment d'émotion. Personne ne sait qui a fait courir ce bruit. Le personnage, un peu étonné, demeure impassible dans son avant-scène. On applrit avec soulagement que cette stichonette très parisienne était bien celle de l'ambassadeur d'Italie.

« Et ce n'avait pas été lui, quelle folle scène de revue ! »

À la Porte Saint-Martin, la répétition gé-

LE SERVICE DE SANTÉ L'Erreur primordiale

VII

« La Révolution de 93 nous a tracé le chemin ! Le Père Duchêne demande que tous les colatins qui ne veulent pas se brûmer à nétre que de simples citoyens, faisant le commerce de pain à cacheter, servant la Cité à leur tour et s'habillant comme tout le monde, soient corrigés de telle façon, que ça ne donnera pas envie aux autres de les imiter !

« Voilà ! » (Extrait de la feuille n. 54, 16 floréal, an 79.)

L'affaire des réformes suspectes

Elle diminue d'importance de jour en jour cette fameuse affaire qui, le premier jour, semblait devoir défrayer toutes les chroniques judiciaires pendant plus d'un mois.

En réalité, elle revient aux justes proportions qu'elle n'aurait jamais dû quitter. Hier le capitaine Bouchardon, rapporteur près le 3^e Conseil de guerre, a interrogé le docteur Fortuné Laborde, qu'il a ensuite confronté avec plusieurs autres inculpés.

Il a également questionné le secrétaire d'état-major Dubosc, qui remplissait les fonctions de secrétaire auprès du docteur Lombard, ainsi que le secrétaire d'état-major Pierron.

M^r Lucien Leduc, défenseur du docteur Lombard, a insisté auprès du magistrat-instructeur pour que son client soit examiné par un médecin aliéniste qui dira dans quelles limites il est responsable de ses actes.

La requête de M^r Lucien Leduc a été transmise au parquet militaire qui n'a opposé aucune objection à ce qu'il y soit fait droit. Il est donc très probable, sinon certain, que M. Bouchardon désignera, à brève échéance, un médecin aliéniste pour examiner l'inculpé.

Pour l'instruction élémentaire Les cours normaux, professionnels et complémentaires, publics et gratuits, préparant à tous les examens de l'École de Ville de la Société pour l'Instruction Élémentaire, la doyenne des Associations de l'Enseignement Populaire fondée par Carnot en 1815, pour les Dames et les Jeunes Filles, feront leur réouverture le lundi 8 novembre 1915, au siège de la Société, 6, rue du Foin, Paris (9^e).

On peut se procurer le programme et la carte d'inscription pour les jours de 10 heures à 11 heures 30 et de 13 heures à 18 heures.

VIENT DE PARAÎTRE Un livre de H.-G. WELLS sur la Guerre

La Guerre qui tuera la Guerre (traduit par GEORGES-BAZILE)

Afin de satisfaire aux nombreuses demandes qui nous sont parvenues, nous tenons à la disposition de nos lecteurs et amis des exemplaires de cet ouvrage.

S'adresser aux bureaux du Bonnet Rouge, 142, rue Montmartre.

L'exemplaire pris dans nos bureaux : 3 francs. — Franco, 3 fr. 25.

La « Gueuse Blanche »

Le Tribunal correctionnel avait infligé à un vendeur de cocaïne nommé Iskolski un mois de prison. Mécontent de ce jugement, celui-ci interjeta appel. La Cour, après réquisitoire de M. Pierre de Casabianca, avocat général, a élevé cette peine à deux mois.

M. Bouchard, juge d'instruction, a interrogé les deux meurtriers du peintre Fournier. Elles ont avoué qu'avant de commettre la tentative d'assassinat, elles avaient absorbé, ainsi que leur victime, une dose considérable de cocaïne.

Hier, la 9^e chambre, présidée par M. Fernand Chesney, a appliqué la peine de deux mois de prison et de 3.000 francs d'amende à Camille Galliot, dit le Nègre, marchand de cocaïne à Montmartre.

Tombé au champ d'honneur

Jacques-Lucien Zatehik, de la classe 1917 se trouvait à Buenos-Ayres lors de la déclaration de la guerre d'où il fut rapatrié, sur sa demande, par le Consul de France.

Engagé volontaire au 2^e dragon, il fut blessé deux fois, puis s'offrit, repartit sur ranc et tomba glorieusement au front le 25 septembre dernier.

Erratum. — Un erreur de typographie s'est glissée hier dans le titre de l'article de M. Léon Savadjan : il fallait lire : « Un accord avec Ferdinand et Radostawoff était-il possible, après l'accord entre Ferdinand et Radostawoff était-il possible. »

Nos lecteurs auront d'ailleurs rectifié d'eux-mêmes.

résulté un désordre et un retard inconvaincant dans les écritures.

C'est seulement vers janvier 1915 que les hôpitaux ont eu la plupart des imprimés nécessaires. Mais le personnel, ahuri par tant de papiers, ne savait pas s'en servir. Où aurait-il appris la comptabilité militaire ? Les officiers d'administration n'ont fait que des périodes d'instruction absolument illusoire, pendant lesquelles leurs camarades de l'armée active, très aimables, d'ailleurs, ne cherchaient qu'à se débarrasser d'eux. Il étaient des généraux, rien de plus.

Quant aux sous-officiers ou simples soldats « faisant fonction d'officiers d'administration », ils furent tout ébouriffés de se voir mettre à la tête d'un hôpital sans aucune préparation au rôle de gestionnaire.

On s'était contenté d'inscrire sur leurs livrets militaires : « fonctions dévolues aux officiers d'administration » et de leur faire à leur arrivée, quelques conférences, pour sauver la façade.

La comptabilité du temps de paix exige une grande habitude que seuls les officiers de l'armée active peuvent avoir.

En outre, elle est absolument inapplicable dans les hôpitaux temporaires, c'est-à-dire improvisés, pourvus d'un personnel inexpérimenté et insuffisant. Les gestionnaires actuels n'en sortent pas.

Il faudrait, pour simplifier leur besogne, se contenter de la comptabilité du service de santé en campagne, la seule logique, bien qu'elle soit déjà passablement compliquée.

Nous mourrons de notre administration si l'on n'y prend garde. C'est elle qui, dès le temps de paix, a préparé de longue main cette merveilleuse désorganisation qui nous singularise.

Je ne prendrai pas la peine d'énumérer ici les innombrables formalités et chinoiseries auxquelles sont soumis les hôpitaux en temps de paix. Songez seulement qu'il convient d'y ajouter encore celles qui sont nécessitées par l'état de guerre.

L'incurie et l'incohérence qui règnent dans le Service de Santé sont innombrables. La vérification des comptes sera impossible ou demandera 15 ans. Elle sera d'ailleurs absolument illusoire et fictive, surtout pour le début de la guerre ! Simplifions ! Simplifions ! tel devrait être le cri de tous les Français s'ils veulent que la France vive.

Chaque hôpital a reçu, dès le début de la mobilisation, une caisse d'imprimés destinés à établir sa comptabilité.

Mais comme il était absolument impossible de prévoir si tel hôpital serait dans la zone des armées ou dans la zone de l'intérieur, on a donné à chacun d'eux au petit bonheur, un approvisionnement hybride d'imprimés jetés au hasard dans la caisse.

On peut affirmer qu'aucun hôpital n'a eu les imprimés nécessaires à son fonctionnement normal et par suite il en est

serait absurde la manie d'enlasser dans un coffre ou dans un bus de lame des pièces d'argent ou de bronze, véritables monnaies d'appoint ou de réserve, dont le métal quelconque est bien loin de représenter la valeur nominale.

Au prix actuel de l'argent, 100 francs en pièces d'argent ne valent guère que 50 francs.

Au prix actuel du cuivre, 100 francs en pièces d'un ou deux sous ne valent que 25 fr.

Ce qui fait la valeur réelle des monnaies d'appoint ou de bronze, véritables monnaies fiduciaires, c'est la garantie de l'Etat et de la Banque de France d'accepter ces pièces pour leur valeur nominale et de les échanger contre de l'or ou des billets de banque.

C'est donc une aberration d'amasser des quantités de pièces d'argent ou de cuivre. Cependant le fait existe, ses conséquences sont déplorables, et pour le faire cesser il ne suffit pas d'en démontrer le mal fondé, il faut l'empêcher d'être fait.

Le conseil de Wells... Au moyen d'une propagande de livres, articles de journaux, brochures, tracts en anglais, français, allemand, hollandais, suédois, norvégien, italien, chinois et japonais, nous devons répandre cette idée, répéter cette idée et imposer à la guerre cette idée : que cette guerre doit tuer la guerre.

La Guerre qui tuera la Guerre, par H.-G. Wells, traduction de Georges Bazile, p. 168.

Le guichet est ouvert... Au matin dernièrement, il fut décidé de signer les Propos d'un Parisien qui, depuis le départ pour le front de Clément Vaulet, sont faits par tous les collaborateurs à tour de rôle.

Et comme il fallait un pseudonyme, on tira au sort.

Et ce fut celui de Le Guichet qui l'emporta ; le guichet ou chacun apporte son papier !

POSTE RESTANTE — La souscription pour offrir au Musée de Luxembourg le portrait de Verhaeren, atteint 3.946 francs.

« Parmi les citations à l'ordre du jour, une à noter est celle du peintre Adrien Karbowy, engagé volontaire à l'âge de soixante ans et sur le front depuis le mois de décembre 1914. Blessé le 6 septembre dernier, il n'hésita pourtant pas à porter secours à son chef de section, gravement atteint, par l'éclatement d'une mine. Ses actes ont été récompensés par la croix de guerre dont il est titulaire. »

Dans la Grande Revue d'octobre, M. Pierre Tiam expose quelle devra être, après la guerre, la victoire de la France sur les Français ; « Ce qui nous a permis d'enrichir le pays. Le persévérant mépris de la fortune est une lâcheté. Les survivants doivent conquérir une copieuse subsistance pour les enfants de ceux qui sont morts pour la patrie. Une législation de secours à jour base le trésor public. Nous sommes face à la nécessité morale que la France soit riche. »

« L'instinct qui a permis à la France et à la guerre, de se tenir debout, maintenant, remettre l'usine en travail ? manque à l'œuvre pour laquelle ses fils sont morts. Il les abandonne dans la bataille qui n'est que commencée à la guerre et qui n'est définitivement victorieuse que par l'industrie. »

« La mère qui garde son dernier fils auprès d'elle et l'empêche de représenter une maison française, un peu de France à l'étranger, ce que ses fils aient morts, rend inutile le sacrifice qu'ils ont fait de leur vie. Elle les trahit. »

« Le rétrograde économique de la France est le danger qui se présente à la famille bourgeoise à deux enfants. Le fils unique reste auprès de maman. On ne voit plus à l'étranger de jeunes Français cultivés, établis pour répan-

la Dubigne, Mme Blémond ; Lisa, Mme Bl. Guy ; Sœur Marthe, Mme Dancoeur.

Les représentations de Cyrano de Bergerac se poursuivront cette semaine aux dates suivantes : jeudi 29, samedi 30, dimanche 31 en matinée et en soirée, lundi 1^{er} novembre (en matinée et en soirée).

Le spectacle commencera très exactement, en soirée à 7 h 45 très précises, en matinée à 1 h. 15 très précises.

Le Théâtre Antoine annonce pour demain jeudi, à 2 h. 30, une matinée exceptionnelle de la nouvelle Revue de Rip, avec la même interprétation que le soir : Prince, Marthe Regnier et Yvonne Printemps en tête, au profit de l'œuvre des soldats aveugles.

Nous sommes persuadés qu'il y aura foule pour s'associer à une pensée aussi généreuse.

Ce soir, à 8 h. 45, au Grand-Guignol, réouverture avec La Grande Mort, le drame si passionnant de MM. H. R. Lenormand et Jean d'Avezan, et Une Femme charmante ! la pièce si amusante de M. André Micho.

Le spectacle commence par un acte de M. Marc Marquet. La location est ouverte : 142, Cent. 2834. Jeudi et dimanche, matinée à 3 heures.

Courrier des Spectacles Comédie Française. — En raison des absences de M. Paul Hervieu, de l'Académie Française, la Comédie Française fera relâche, en matinée et en soirée jeudi prochain 28 octobre. La matinée d'abonnement qui devait avoir lieu ce jeudi 28 (billets blancs) est reportée au jeudi 5 juin après la série des abonnements.

Opéra. — La matinée de dimanche jeudi sera entièrement consacrée à Molière. On donnera l'Avare et Le Médecin malgré lui. Dans l'Avare le rôle d'Harpagon sera joué pour la première fois par M. Baillet. Les autres rôles seront interprétés par MM. Darras, Duard, Bertin, Mlles Corciade, Mag. André et Barsange. Dans le Médecin malgré lui, Mlle Beranger, qui fut applaudie il y a quelques jours dans Esther, jouera le rôle de Martine et M. Coste celui de Sganarelle.

Opéra-Comique. — Demain, à 1 heure 30, matinée au bénéfice des Œuvres de Guerre, M. Mlle Suzanne Castron, MM. Fontaine, Jean-Périer, Allard, Mesmaecker, etc. et Mlle Sonia Pavloff ; les Amoureux de Catherine (Mlles Tissot, Vautier, MM. Paillard, Féraud de Poil) et le spectacle se terminera par la Marseillaise avec M. Henri Albers.

Concert Mayol. — Tout Paris voudra voir Mayol, la reine de l'opérette, dans son sketch, et le merveilleux chanteur Léoni, dans ses dernières créations. Demain jeudi matinée.

Renouveau. — Demain jeudi matinée à 2 h. 30 avec Fred et Saïnce de Nuit.

CE SOIR : THEATRES COMEDIE FRANÇAISE, 8 h., Pour la Couronne.

OPERA-COMIQUE, Relâche.

TRIANON LYRIQUE, 8 h., Le Val d'Andorre.

PORTE SAINT-MARTIN. — A 7 h. 45 précises, mercredi 27, jeudi 28, samedi 30, dimanche 31 en matinée et soirée, Cyrano de Bergerac.

Mme André Magard, MM. Le Bragay, Louis Gauthier, André Calmettes, Jean Kemm.

Geté, 8 h. 30, Le Bonheur conjugal.

Théâtre Antoine, La Nouvelle Revue de Rip (suite) 1915.

Sarah Bernhardt, mardi, jeudi et dimanche, en matinée, La Dame aux Camélias.

NOUVEAU AMBIGU. — A 8 heures 15, mardi, jeudi, samedi, dimanche (matinée et soirée), Le Jardi (Joussant, malin et soigné), sept dernières du Maître de Forges.

Renouveau, 8 h. 30, Fred, Saïnce de Nuit, Vaudeville, 8 h. 30, mardi, jeudi, samedi et dimanche, La Belle Aventure.

Théâtre Michel, 8 h. 30, Léonie est en avance, plus change plus va.

Grand Guignol, 8 h. 45, La Grande Mort, Une femme charmante.

Théâtre Guiny, 8 h. 30, Les Surprises du Divorce.

Dejazet, 8 h. 30, Les Fiancés de Rosalie, Comédie Royale, 8 h. 30, Apportez votre or ! revue. Un client de province.

MUSIC-HALLS, CONCERTS, CABARETS CHERY MAYOL. — Tél. Gut. 68-07, Mealy, la reine de l'opérette, dans son sketch. Le chanteur Léoni et toutes les étoiles de Paris. Nouvelle troupe.

Folies-Bergère, 8 h. 30, La Revue des Folies-Bergères.

Scala, 8 h. 30, Made in Scala, revue.

Edouard, 8 h. 30, Concert.

Concert-Saint-André, 8 h. 30, Concert-Attractions, Gaby Rochecouart, 8 h. 30, 2^e Énergie pas, revue.

En matinée à 2 h. 30, Relever sa tenue.

MOULIN DE LA CHANSON (direction Emile Wolff, téléph. Gut. 40-40, à 9 heures : les chansonniers de l'époque, P. Marinier, Jean Beynon, G. Arnould, J. Florey et le dessinateur G. Gros. L'imitateur Baldy et la revue avec Yvonne Harmond, Maud Loly, Salvat, Jane Helly.

Pie qui chante, 8 h. 30, Les Chansonniers et la revue.

La Chaumière, 8 h. 30, Les Chansonniers, Une Chantouille et... h. 30, Concert.

Nouveau Cirque, 8 h. 30, Attractions.

CINEMAS CINEMA DES NOUVEAUTES AUBERT-PALACE, 24, boulevard des Italiens, Tous les

jours, de 2 heures à 11 heures. Actualité. Programme varié intéressant. Orchestre symphonique.

TIVOLI-CINEMA (14, rue de la Doune), Tél. 26-44. Tous les jours, matinée à 2 h. 30, soirée à 8 heures. Autour de la guerre. Actualités au tour de Paris.

OMNIA PATHE (à côté des Variétés), Eternel Amour (Bernard, Capitaine, Louis Gauthier), Cour de soldat (Mlle Revonne, MM. Henri Ross et Trévis), Actualités complètes.

GUSTAVE HERVÉ LA PATRIE EN DANGER

Renouvel des articles de Gustave Hervé parus dans La Grande Revue de la Patrie du 1^{er} juillet au 1^{er} novembre 1914. Un beau volume de bibliologie 352 pages. Franco 2.25 en timbres ou mandat à QUIGNON, éditeur, 116, rue Alfred-Daudet, Paris (XIV). (Etranger 2.50 (co))

ANCIENNE élève Maternité de Paris, ex-interne hôpitaux, reçoit pensionnaires toutes époques, 11, rue Jean-Léclaire, Paris (17^e). Nord-Sud, Marcadet.

LE BONNET ROUGE est composé par une équipe d'ouvriers syndiqués.

Le Gérant : Léon Batain.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, MAISON J. DANGOU, 23, rue Montmartre, Paris (2^e). Georges Dampou, imprimeur.

de notre industrie. La famille à fils unique est une famille traitée à la France.

« Tout ce qui doit être fait pour le bien du pays nous le savons tous. Il n'y a plus à le répéter. Il faut le faire. »

Six affiches de six artistes différents illustreront et annonceront « la journée du soldat » qui, malgré les académiciens revêches, semble décidément destinée à se nommer ainsi, que ce soit « la journée du combattant ». L'application était sans doute plus littéraire, mais combien moins chère au cœur populaire. « Journée du soldat » il y aura. Les artistes dont les affiches couvriront les murs, appellent la population à venir, à se joindre à eux, à Steien, Maurice Aucumont, Foubert, Léandre, Willette, Jonaas.

TOUS LES SPORTS Cyclisme L'Amical Club Pagès, organisera cet hiver le championnat sur piste en plusieurs épreuves. Ce championnat se disputera au Vel d'Hiv, rue Neilton, en dix épreuves successives. Les quêtes auront lieu les 1^{er} et 2^e dimanche de chaque mois à 9 heures du matin pendant la séance d'entraînement populaire. La première réunion aura lieu le 14 novembre.

Tout cycliste peut participer à ce championnat en versant un droit d'entrée de 3 fr. valable pour les 10 épreuves.

Les épreuves se disputent dans l'ordre suivant : 1. Course de vitesse, 1.000 mètres ; 2. Course de 30 km, avec entraîneurs à bicyclette, 3. Handicap de 1.100 mètres ; 4. Course de 50 km, avec entraîneurs ; 5. Course par éliminatoires.

Fédération Socialiste de Sports et de Gymnastique La Fédération rappelle à tous ses adhérents que ce soir seront reçus les engagements pour le prochain championnat de dimanche prochain.

Les engagements de 0 fr. 30 par coureur seront reçus par le camarade Loigrot.

CONVOICATIONS SPORTIVES France Athlétique et Sportive. — Ce soir mercredi, à 8 heures, seront dis tribués, 37, rue St-Georges, France Athlétique et Sportive, les prix du Championnat de fond de la F.A.S. des 10 kilomètres.

C. S. Parisien. — Ce soir à 8 heures réunion générale des footballeurs, 77, avenue de la Grande-Armée.

U. A. du X^e. — Ce soir, à 8 heures, réunion de la Commission de football au café des Quatre-Nations, 8, rue Saint-Denis.

A. Bontemps.

PETITES ANNONCES DU MERCREDI ET DU SAMEDI (Tarif général : 1 fr. la ligne)

ALIMENTATION CAFES Grand arôme, vers ou torréfiés, franco. U. P. et P. Desmarand Turf-Maurand Équet, importateur au Verly.

TOUS PRODUITS en tubes, colatins, rillettes, boissons rafraîchissantes. Poinceut, 46, boulevard Magenta.

CAFES TORRÉFIÉS. — 110, boulevard St-Denis.

MARIAGES Mlle STELLE, 33, rue Pigalle, mariages toutes situations.

MARIAGES pour toutes sit. Mme Joubert, 55, r. des Pelles-Eurées. Tél. : Bergère-4-41.

SAGES-FEMMES SAGE-FEMME, consultation toute heure, 30, rue Cammerlin.

COURS ET LEÇONS DEMOISELLE ANGLAISE, réfugiée de Turquie, donne leçons à domicile — prix modérés. Miss Bell, 3 bis, rue Clément-Marot.

ANGLAIS dipl. traductions, leçons sérieuses. A. LAFITTE, transformations, 10, rue de Valenciennes. — Demain, 18, rue Grange-Batelière.

STENOGRAPHIE-DACTYLO, 15, 10, fr. par mois. S. 139, faub. St-Denis, gare Nord, Ét. (10^e).

DIVERS TRAVAUX PHOTOGRAPHIQUES, artistiques et industriels. Développement et tirage. Travail rapide et soigné. Écrire : Lemoine, 14, avenue des Gobelins, Paris.

TAILLEUR travail à façon. Transformations et réparations. Prix modérés. Deigne, 28, rue Servandoni et 42, rue de Valenciennes.

ÉPAULIERS, transformations, fournitures